

Deux morts et dix blessés dans une attaque revendiquée par Daech

Libye : le siège de la compagnie pétrolière visé à Tripoli



L'attaque a causé d'importants dégâts au bâtiment. ©D. R.

Entre le diktat des milices et la menace terroriste, les Libyens n'ont d'autre choix que l'éternelle attente d'un règlement politique de la crise qui dure depuis sept ans.

Une attaque terroriste contre le siège de la compagnie pétrolière nationale (NOC) à Tripoli a fait au moins deux morts et dix blessés, ont rapporté les médias locaux citant des sources officielles. Revendiquée quelques heures plus tard par la branche libyenne de l'autoproclamé État islamique, cette nouvelle attaque a été perpétrée par au moins trois terroristes, dont un d'eux s'est fait exploser à l'intérieur. Parallèlement, il y a eu un échange de tirs nourri, ont ajouté les mêmes sources. L'ampleur des dégâts matériels au sein du siège de la NOC témoigne de la violence de cette attaque. Les employés qui ont été exfiltrés par des milices locales ont affirmé avoir entendu des tirs sporadiques et des terroristes qui criaient "Descendez, bande de mécréants !", lit-on sur les médias en ligne. Ces derniers avaient même évoqué une prise d'otages au début de l'attaque, durant laquelle la situation est restée confuse. Réagissant à cette attaque, le président de la NOC, Mustapha Sanaa Allah a affirmé que la production pétrolière ne sera pas affectée, mais il a estimé que "cette agression confirme la détérioration de la situation sécuritaire et sa fragilité dans le pays". Ce pourquoi "il faut prendre des mesures sécuritaires supplémentaires pour permettre à notre compagnie de résister devant ceux qui se mettent devant la relance de la Libye", a-t-il insisté. Quant à Fayez al-Serraj, le président du Conseil présidentiel et non pas moins Chef du gouvernement d'union nationale (GNA), issu de l'accord de l'ONU, il a immédiatement dénoncé cette attaque

dans un communiqué rendu public sur les réseaux sociaux, tout en réunissant les responsables de la sécurité à Tripoli. Pour sa part, le président du Parlement de Tobrouk, Aguila Salah, a profité de l'attaque d'hier pour remettre sur la table la question de la levée de l'embargo international sur les armes en Libye, soulignant aussi la nécessité de se battre contre le chaos que vit le pays depuis la chute de l'ancien régime de Kadhafi en 2011. La mission de l'ONU en Libye (Manul) a, elle aussi, "condamné fermement l'attaque terroriste et lâche" et a appelé "les Libyens à renoncer aux conflits secondaires inutiles et à s'unir, en partenariat avec la communauté internationale, pour éradiquer le fléau de terrorisme à travers le pays". La Manul fait référence aux récents combats entre groupes rivaux près de Tripoli, qui ont fait au moins 63 morts et 159 blessés entre le 27 août et le 4 septembre. Les affrontements ont marqué une pause après la signature d'un accord de cessez-le-feu, sous l'égide de l'ONU. Globalement respecté, cet accord ne résout toutefois pas les dissensions entre les multiples groupes armés, qui ont maintenu leurs positions dans et autour de la capitale. Lors d'une nouvelle réunion dimanche sous l'égide de la Manul, les groupes rivaux se sont engagés à continuer à respecter le cessez-le-feu, selon la Manul.

Lyès Menacer